

600 000 emplois verts

Mirage ou réalité ?

La croissance verte est devenue le sésame de la sortie de crise. Mais la perspective de créer 600 000 emplois verts d'ici à 2020, si belle soit-elle, se heurte à une réalité économique difficile.

Quelque 600 000 emplois d'ici à 2020 ! Les conclusions de l'étude sur les effets du Grenelle de l'environnement sur l'emploi réalisé par Boston Consulting groupe (BCG) à la demande de Jean-Louis Borloo était, en juin, pain bénit pour le ministre de l'Écologie. Et ministre et secrétaires d'État ne se sont pas privés de les exploiter ! Pas une interview, pas une intervention publique sans le sésame de la croissance verte, voie royale de la sortie de crise. Depuis l'automne, l'euphorie est pourtant retombée. Les chiffres de l'emploi sont désespérément

mauvais et rien ne valide des prévisions qui apparaissent aujourd'hui particulièrement optimistes. Car si sur le papier, il est facile de traduire mathématiquement les effets d'une mesure législative en euros et en emplois, la réalité économique s'avère bien différente. Les nombreux témoignages de chefs d'entreprise recueillis dans notre enquête le montrent : ils ne voient pas la sortie de crise et, dans le doute, ne prennent pas le risque de recruter. « *L'accélérateur Grenelle est gommé par la crise avec un effet très négatif sur l'emploi* », reconnaît sans ambages Fabrice Lacombe, directeur France et Afrique de Michael Page international, grand cabinet de recrutement.

Un avis que partage Jean-Pierre Herb du cabinet strasbourgeois Conseil et hommes, spécialisé sur l'environnement : « *Le Grenelle est un rideau de fumée qui ne se concrétise pas* ». Et pourtant, les métiers de l'environnement résistent mieux que d'autres à la crise. « *En août 2009, les postes proposés sur l'énergie et l'eau avaient baissé de 22 % par rapport à l'année précédente, à comparer aux - 30 % des offres globales* », explique Pierre Lamblin, directeur des études et recherche de l'Apec. « *Les candidats en recherche d'emploi ont plus d'opportunités sur l'environnement car les métiers demandés sont nou-*

veaux et les bons profils sont rares et recherchés », confirme Fabrice Lacombe. Il faut dire que l'emploi vert a élargi considérablement son périmètre dans les deux dernières années. « *Il existe un gisement d'emplois à la fois sur des métiers existants et sur de nouveaux métiers, mais nous constatons aussi et surtout l'impact de l'environnement sur l'ensemble des secteurs industriels. Aujourd'hui, toutes les fiches de postes contiennent des composantes environnementales* », explique Fabrice Lacombe. Reste qu'en temps de crise, les entreprises sont très sélectives et recherchent des profils pointus et expérimentés, hormis dans les secteurs traditionnels de l'eau et des déchets. Ainsi dans le domaine des énergies renouvelables, les ingénieurs spécialisés en éolien ou en solaire restent des perles rares, tout comme le sont dans l'immobilier les directeurs de projet ayant déjà travaillé sur des programmes HQE.

Autre constat, les entreprises veulent recruter un salarié immédiatement performant au risque de rechercher un candidat ayant une expérience d'au moins cinq ans sur une qualification créée deux ans auparavant ! Néanmoins, beaucoup d'autres ont compris que la pérennité de leur activité passe d'abord par la formation de leurs salariés et leur capacité à anticiper les demandes du marché.

Et justement, l'adaptation des secteurs industriels et des territoires est au cœur d'une autre étude sur les effets du Grenelle conduite par les cabinets Syndex et Alpha, à la demande de la CGT et de la CFDT. « *Globalement, le Grenelle de l'environnement aura un effet positif en création nette d'emplois. Mais selon les secteurs industriels et les territoires, les effets seront très variables* », explique Christian Duchesne, consultant au cabinet Syndex. Destructions massives d'emplois ici et créations là, il va bien falloir anticiper des évolutions qui pourraient s'avérer brutales pour accompagner les entreprises à muter, les salariés à changer de métier et les territoires à se diversifier.

L'analyse sectorielle est justement la voie empruntée par Valérie Létard. La secrétaire d'État auprès de Jean-Louis Borloo est chargée de préparer un Plan national de mobilisation en faveur des emplois verts (lire interview page suivante). Celui-ci sera présenté par le président de la République en janvier prochain lors d'une très officielle Conférence nationale pour le développement des métiers verts. Dix comités de filières planchent actuellement pour identifier les métiers en tension et les besoins en formation. Le choix des filières suivies (transports, automobile, énergies renouvelables, eau-assainissement-déchets,

Sommaire

Interview de Valérie Létard, secrétaire d'État auprès de Jean-Louis Borloo 56

Qui recrute ? 57

Les grands espoirs
• Bâtiment : la crise immobilise les recrutements 58
• Énergies renouvelables : un nouvel eldorado 63

Les valeurs sûres
• Eau et assainissement : une filière mature, un emploi stable 66
• Déchets : l'oxygène du recyclage 68
• Bureaux d'études : compenser les départs 71

Les nouveaux venus
• Santé : des formations et des postes au compte-gouttes 72
• Contrôle : former sans recruter 74
• Agriculture : la bonne santé du bio 76

Les impasses
• Fonction publique : vents contraires sur l'emploi 79
• Nature : des postes rares et chers 83
• Développement durable : priorité à l'expertise métier 84

Les grands groupes
• Énergie-environnement : deux poids, deux cultures 86

Quels profils ? 89

Les diplômés qui cartonnent
• Ingénieur environnement : quel parcours choisir ? 90

Les grands rendez-vous
• Recrutement : passons aux salons 92

Monter sa boîte
• Éco-entreprise : un risque payant 94

L'international
• S'expatrier : pourquoi pas ? 96

Les nouveaux métiers
• Compétences vertes : des évolutions plutôt qu'une révolution 98

bâtiment, agriculture-forêt, construction électrique-électromécanique-réseaux, raffinage-chimie verte, tourisme, métiers de la mer) n'est pas anodin. Ce sont celles qui vont connaître dans les prochaines années une mutation de leur activité. Qu'il s'agisse du passage du véhicule thermique au véhicule décarboné, des ressources fossiles aux renouvelables, du traitement à la valorisation des déchets et des effluents, l'industrie de demain doit carrément repenser son modèle économique. La fleur au fusil ou sous la contrainte, elle n'a pas vraiment le choix. ●

Dominique Bomstein

